

Hommage de son fils

MA JEUNESSE

1814-1830

SOUVENIRS

PAR

LE COMTE D'HAUSSONVILLE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

—
1885

Droits de reproduction et de traduction réservés.

VII

LA RÉVOLUTION DE 1830

M. DE TALLEYRAND AMBASSADEUR DE FRANCE A LONDRES.

A Southampton, je trouvai M. le comte de Flahaut, descendant du paquebot, qui devait, en repartant le lendemain, m'emmener à Dieppe. On devine combien j'étais pressé de l'interroger. Ignorant, comme je l'étais, de tous les derniers événements de Paris, n'ayant pas ouvert un journal pendant mes pérégrinations dans le pays de Galles, et ne sachant par conséquent aucun détail sur rien que par les correspondances assez confuses des journaux anglais, j'avais tout à apprendre. Heureusement pour moi, le nouveau débar-

qué, plein encore des faits dont il venait d'être le témoin, où son rôle n'avait pas été complètement inactif, se prêta volontiers à me les raconter. Son récit n'était pas exempt d'une sorte d'exaltation motivée par la joie toute naturelle que lui causait le triomphe de son parti. Il me laissa comprendre, s'il ne me le dit positivement, qu'il était chargé de porter au gouvernement anglais quelques bonnes paroles de la part de ceux de ses amis que les journées de Juillet avaient portés au pouvoir. Il était radieux et tout plein des plus belles espérances. Bien différentes étaient les dispositions d'esprit de quelques-unes de mes connaissances de Paris que j'allais rencontrer en débarquant à Dieppe, cette ville de bains de mer que les fréquents séjours de la duchesse de Berry avaient contribué à mettre à la mode. J'y trouvai la vicomtesse Alfred de Noailles et la marquise de Jumilhac. Elles abondaient, toutes terrifiées, en narrations épouvantables sur les horreurs dont la capitale avait été le théâtre. Nombre d'hôtels avaient été pillés dans le faubourg Saint-Germain, Les routes étaient infestées de bandes révolution-

naires, il n'y avait nulle sûreté dans les rues de Paris, et c'était folie à moi de vouloir m'y rendre. Comme j'étais cependant décidé à partir le soir même, ces dames me remirent quelques lettres avec force recommandation de les porter moi-même à leur destination. Madame de Jumilhac insista pour me faire jurer que j'avalerais la sienne plutôt que de la livrer, si j'étais arrêté. La lettre était fort petite et je jurai mes grands dieux que, le cas échéant, mon excellent estomac n'en ferait qu'une bouchée. La vérité est que la calèche de voyage que j'avais louée m'amena sans encombre jusqu'aux portes de la capitale. Il y eut bien quelques attroupements autour de ma voiture quand je changeai de chevaux aux relais de poste avoisinant Paris. Les groupes qui les composaient agitaient leurs mouchoirs en l'air, criaient à tue-tête : « Vive la Charte ! » et semblaient m'inviter à vouloir bien en faire autant ; mais il ne m'a jamais convenu de crier quoi que ce soit à commandement. Je me taisais ; on me laissait tout de même passer. Il n'y avait ni expression de violence sur les physionomies, ni velléité d'intimidation dans

les gestes. L'attitude des oisifs qui stationnaient sur les places du village, attendant les nouvelles de la capitale, et les allures des escouades de volontaires qui quittaient les villages des environs de Paris pour aller, tambours en tête, s'enrôler parmi les vainqueurs des *trois glorieuses journées*, étaient celles de gens satisfaits et fiers des événements qui venaient de s'accomplir. Ces cris dont on saluait le passage de ma voiture, les postillons les répétaient à leur tour avec enthousiasme. Ils avaient l'air de me demander de vouloir bien en faire autant; mais je demeurais absolument silencieux. Au fond (pourquoi n'en conviendrais-je pas); je n'étais pas bien fixé sur l'impression définitive que me laissait la révolution qui venait de s'accomplir et le spectacle que j'avais eu sous les yeux depuis mon débarquement à Dieppe. J'entrai de très bonne heure à Paris par l'avenue des Champs-Élysées. Elle était presque déserte. Cependant quelques bandes de volontaires, les uns en uniforme de gardes nationaux, d'autres en blouse, un grand nombre presque en guenilles avaient bivouaqué

sous les grands arbres des quinconces. Ils étaient en train de faire leur toilette rudimentaire du matin et de tremper leur soupe dans des marmites improvisées sous lesquelles brûlaient les branches arrachées aux arbres voisins. Les premiers drapeaux tricolores que j'aperçus, en traversant la place de la Concorde, étaient de chétive apparence; pas beaucoup plus grands que ceux aujourd'hui portés, les jours de fête publique, par des enfants; ils appendaient, attachés irrégulièrement, aux pilastres de la grande grille des Tuileries. La vue en était nouvelle, et, quoique depuis je n'aie jamais compris qu'un autre drapeau fût possible en France, cette vue ne me fût pas tout d'abord agréable. Involontairement, il me rappelait plutôt les sanglantes horreurs de 1793 que les glorieuses victoires de la République ou de l'Empire.

En arrivant à l'hôtel de la rue Saint-Dominique, j'appris de la bouche de mon père comment, au plus fort de la collision entre les troupes et la population parisienne, il avait réussi à faire partir pour la campagne, ma mère et l'une de ses amies,

mademoiselle de Pomaret. C'était le tranquille sang-froid qui lui était ordinaire, son courage et son esprit d'à-propos qui avaient paré à tout.

Dans la journée du 28, et tandis que la bataille était engagée dans les faubourgs, il avait fait monter ma mère et son amie dans un char à bancs découvert, qu'il conduisait lui-même. Son intention était d'aller gagner la route de Melun par les boulevards extérieurs. Il était déjà six heures et il avait vainement tenté, pour sortir de Paris, de passer à trois ou quatre barrières. Elles étaient toutes barricadées par les grands arbres des contre-allées projetés à travers la chaussée. A la porte d'Italie, la route était toutefois encore libre; mais elle ne devait pas l'être longtemps, car les coups de hache tombaient comme la grêle sur les arbres voisins. Mon père pressait ses chevaux pour arriver à temps, lorsque une trentaine d'hommes armés de bâtons, de fourches, de grosses barres de fer, interceptèrent le chemin devant lui. Quelques-uns avaient assez mauvaise mine; tous étaient pâles et tremblants de colère. Les plus animés vinrent se placer à la tête des

chevaux : « Vous ne sortirez pas de Paris, s'écriaient-ils. Vous resterez pour vous battre avec nous, et nous ne vous laisserons point passer afin que vous alliez chercher des troupes pour nous tirer dessus. Allons, descendez. Il faut que vous nous aidiez à couper les arbres. Nous travaillons bien, nous. Pourquoi vous reposeriez-vous? »

Mon père essaya de raisonner avec eux ; mais ils ne l'écoutèrent pas. Ma mère et mademoiselle de Pomaret leur parlaient sentiment. Ils semblaient touchés ; mais l'effet ne durait qu'une seconde : « Ce sont des femmes, disait mon père. — Les femmes, lui répondait-on, ne doivent pas empêcher de défendre la patrie. — Je ne veux pas me joindre à vos ennemis ; voyez mes cheveux blancs. — Le roi aussi a des cheveux blancs, et voyez comme il nous traite ; nous voulons nous venger. — Eh bien je retourne. — Vous ne retournerez pas ; nous allons faire une barricade avec la voiture ; » et les voilà qui se mettent à dételer les chevaux et à retourner la voiture. Un d'eux s'écrie : « Mais, avec tout cela, il faut savoir à qui nous avons affaire. En définitive, qui

êtes-vous? » Alors mon père, de sa voix la plus haute : « Qui je suis? Je suis, mes amis, un de vos défenseurs, un protecteur de vos droits et de vos libertés. Je suis pair de France, et mon devoir est de défendre vos intérêts. — Un pair de France? C'est un brave homme, il faut le laisser passer. Il ne faut pas lui faire de la peine, au contraire : il faut lui faire escorte; » et, là-dessus, ces gens se mettent à suivre la voiture et à courir alentour. « Mais qu'il nous donne de l'argent, dit l'un d'eux. — De l'argent? s'écrient tous les autres; non! non! point d'argent. Nous ne sommes pas des voleurs; nous ne sommes pas des pillards. Nous ne voulons que défendre la patrie; point d'argent! » A quelques pas de là, autre rencontre. Les constructeurs d'une autre barricade veulent arrêter mon père; ses nouveaux amis'y opposent. « Non! c'est un pair de France, un ami de la patrie. Nous l'escortons; nous ne voulons pas qu'on lui fasse du mal. » Arrivés à la barrière d'Italie, mon père, ma mère et mademoiselle de Pomaret se séparèrent de leurs amis improvisés avec des effusions de tendresse mutuelle qui

n'étaient point feintes. Elles avaient presque les larmes aux yeux. L'éloquence naturelle de ces hommes en blouse, leur mobilité passionnée, leur facilité à passer de la fureur à l'affection comme des enfants ou des sauvages, surtout leur bonne foi dans ces impressions si diverses, et leur confiance absolue dans les paroles de mon père que rien n'attestait, causaient à ma mère et à sa compagne, plus jeune qu'elle, une sympathie dont elles avaient peine à se rendre compte. Ni l'une ni l'autre n'avaient éprouvé le sentiment de la peur, ni laissé voir quelque trouble dans leur attitude, quoique les barres de fer leur parussent un peu près de leurs têtes; mais elles s'étaient senties émues, comme on l'est dans les grands mouvements de la nature.

A peine la barrière avait-elle été franchie que la voiture de mon père tomba au milieu d'un régiment de dragons, dont le colonel lui annonça que d'autres troupes le suivaient. A l'idée de la terrible collision qu'une telle nouvelle présageait, ma mère et mademoiselle de Pomaret se mirent de nouveau à fondre en larmes, au grand scan-

dale, je crois, du colonel de dragons et de ses hommes. Mais, pendant que tout cela se passait, le bruit lointain des coups de fusil avait entièrement cessé dans tout Paris. Il était avéré qu'on ne s'y battait plus nulle part, les troupes étaient en retraite. Mon père engagea le colonel des dragons, qu'évidemment cela désappointait un peu, à tourner la capitale pour aller prendre les ordres du duc d'Angoulême à Saint-Cloud.

J'ai dit, dans la vie de mon père, que, de Gurcy, où il avait réussi à conduire ma mère, il avait écrit au duc d'Orléans, nommé lieutenant général du royaume, afin de le dissuader d'accepter la couronne de France, et l'engager à faire tous ses efforts pour la faire passer sur la tête du duc de Bordeaux; on peut donc aisément supposer d'après cela combien mon père a dû être perplexe quand il lui fallut, comme pair de France, donner son adhésion à la royauté de 1830. J'ai été le témoin de ses hésitations. Elles étaient communes à beaucoup de ses anciens amis politiques. Comme ils le connaissaient pour très scrupuleux et parfaitement désintéressé, plusieurs vinrent le con-

sulter. Trouvant qu'il était déjà bien assez difficile de se décider pour soi-même, mon père se refusait absolument à conseiller les autres. C'était d'après son désir formel qu'au surlendemain de mon arrivée à Paris, j'avais été prendre conseil de M. de Chateaubriand, sur ce que, pour mon compte, j'avais à faire. Volontiers défiant de ses propres lumières, mon père avait été frappé (je m'en souviens parfaitement) de ce que mon ancien chef, l'ambassadeur du roi Charles X à Rome, m'avait dit sur la nécessité de se serrer autour de la dynastie nouvelle. Il n'y a pas lieu de douter que les paroles si précises de l'illustre habitant de la rue d'Enfer n'aient puissamment contribué à lui faire prêter serment au roi Louis-Philippe. Son étonnement fut donc extrême lorsqu'à la séance du 7 août au soir, il entendit M. de Chateaubriand s'élever avec force contre la transmission de la couronne sur une autre tête que celle du duc de Bordeaux. J'ai toujours supposé et mon père, présent à cette séance émouvante, a toujours été, comme moi, persuadé que le brillant orateur avait d'un jour à l'autre changé si

brusquement son thème, par la raison qu'en arborant le rôle de défenseur intrépide de la légitimité, il allait rendre plus poignantes encore les rudes invectives que dans son amère rancune il brûlait de déverser sur ses anciens adversaires, les *ultras* de la droite. C'était avant tout une revanche qu'il entendait prendre contre eux, quand il s'écriait : « Je laisse la peur à ces généreux royalistes qui n'ont jamais sacrifié une obole ou une place à leur loyauté, à ces champions de l'autel et du trône qui naguère me traitaient de renégat... Pieux libellistes, le renégat vous appelle!... Vous vous cachez dans la boue du fond de laquelle vous leviez vaillamment la tête pour calomnier les vrais serviteurs du roi... Que tous ces preux dont les exploits projetés ont fait chasser les descendants d'Henri IV à coups de fourches tremblent maintenant, accroupis sous la cocarde tricolore; c'est tout naturel. Les nobles couleurs dont ils se parent protégeront leurs personnes, mais ne couvriront pas leur lâcheté. »

Cette allusion aux « nobles couleurs » était

naturelle au moment où toutes les boutonnieres étaient uniformément ornées de rubans tricolores. Les femmes en avaient à leurs chapeaux. J'ai vu des jeunes filles les porter en ceinture à la promenade des Tuileries. Pour l'immense majorité des habitants de Paris, c'était un signe d'adhésion ostensible au gouvernement qui venait de se fonder. D'autres se croyaient obligés de les porter comme un gage de sécurité. On risquait de se singulariser quand on évitait de s'en affubler. Je me souviens d'avoir rencontré, sortant du cabinet de mon père, et s'embarlificotant, sur les marches de l'escalier, dans le flot de rubans tricolores qui pendaient de sa boutonniere, le très honorable comte de Pontécoulant, chevalier d'honneur de la duchesse d'Angoulême. Ni son courage personnel ni son attachement à la dynastie déchue ne sauraient être mis en doute ; mais il s'agissait d'une sorte de consigne à laquelle on regardait généralement à se dérober, crainte de ce qui pourrait advenir. Jamais ma mère ne m'aurait laissé sortir de l'hôtel sans s'assurer que je portais l'inévitable petit ruban.

Je cédaï; cependant ma déplaisance pour tout ce qui semble imposé était chez moi la plus forte et, la porte cochère fermée, je mettais le ruban dans ma poche. Je dois ajouter, à l'honneur de la population parisienne de cette époque, que, arpentant tous les quartiers les plus populeux de nos faubourgs, la virginité de ma boutonnière, si elle a paru quelquefois inspirer la défiance, ne m'a nulle part attiré le moindre désagrément.

Parmi les visiteurs habituels de mes parents, les événements de Juillet avaient excité beaucoup plus d'inquiétude que de joie. Tous les membres de la famille et toutes leurs anciennes connaissances du temps de l'émigration, en étaient positivement consternés. Tel n'était pas cependant la disposition d'esprit de quelques nouvelles recrues du salon de ma mère, et particulièrement celle de MM. Lebrun et du Parquet, avec lesquels mademoiselle de Pomaret leur amie, nous avait récemment mis en relations. Ces messieurs étaient tout à l'enthousiasme. Ils s'étaient activement, courageusement entremis pendant les trois journées de combat, entre les troupes et

les défenseurs des barricades. Comme ils étaient tous deux jeunes alors, bien disant, hardis et sincères dans leur libéralisme comme dans leur horreur pour la guerre civile des rues, ils avaient plus d'une fois, en parcourant la capitale, rencontré d'heureux mouvements d'éloquence, qui avaient fait tomber les armes des mains d'adversaires prêts à se ruer les uns sur les autres, ils étaient encore tous les deux, quand j'arrivai à Paris, sous l'émotion des événements auxquels ils avaient pris part et leur ardeur n'était nullement refroidie. En sa qualité de poète, M. Lebrun avait apporté son tribut à l'hymne patriotique composée par Casimir Delavigne et qui alternait alors, dans les groupes populaires, avec le chant de la *Marseillaise*.

C'est de lui la strophe :

Tambours, du convoi de nos frères
Roulez le funèbre signal.

Je crois être également sûr qu'il faut aussi lui attribuer cette autre strophe :

Soldat du drapeau tricolore,
D'Orléans, toi qui l'as porté!

Quoi qu'il en soit, l'entrain pour la révolution de Juillet, manifesté par ces messieurs, que je fréquentais beaucoup à cette époque et dont l'esprit me plaisait singulièrement, ne laissa pas de me gagner moi-même un peu plus, peut-être, que ne l'auraient souhaité mes parents. Quoique toujours récalcitrant à abriter ma personne sous le moindre ruban tricolore, je ne regardais pas à afficher mes sympathies pour le nouvel ordre de choses, assez hautement, je le crois, pour que ma mère redoutât qu'elles ne m'attirassent quelques altercations avec les jeunes gens du faubourg Saint-Germain, dont, en général, l'attitude et le langage étaient tous différents. Ce fut cette préoccupation, beaucoup plus que l'envie de me voir me perfectionner dans mon anglais, qui décida mes parents à m'envoyer en Angleterre chez un pasteur protestant qui leur avait été désigné par le marquis d'Harcourt.

En arrivant à Londres pour y passer quelques jours avant mon installation à la campagne, je retrouvai à l'hôtel de l'ambassade de France, presque tout l'ancien personnel diplomatique avec

lequel, lors de mon récent voyage, j'étais en grande familiarité, à savoir : le comte de Vaudreuil fils de l'ancien chevalier d'honneur du comte d'Artois, l'ami de la princesse de Polignac. Il avait épousé l'aînée des trois demoiselles de Colbert. Premier secrétaire de l'ambassade de France à Londres, il faisait les fonctions de chargé d'affaires au moment des ordonnances de Juillet. Le ministère de M. de Polignac avait pensé pouvoir compter sur lui à cause de son origine et de ses vieilles liaisons de parti; mais il s'était, au contraire, empressé de reconnaître le nouveau gouvernement, et cette prompte adhésion, tandis qu'elle avait beaucoup mécontenté, à Paris, les auteurs du coup d'État, avait produit en même temps, en sens opposé, un assez grand effet sur la haute société anglaise. Le comte Hippolyte de la Rochefoucauld, second secrétaire, n'avait point, pour suivre la même ligne de conduite, à prendre beaucoup sur lui; car sa famille était attachée de vieille date au parti libéral, et quelques-uns des siens n'étaient pas sans liaison avec la nouvelle famille royale. Je rencontrais aussi à Londres

M. Lutteroth, fils d'un riche protestant de Strasbourg, très versé dans la société élégante de l'Angleterre, et qui m'a plus tard, en 1841, remplacé comme chargé d'affaires à Naples. Il n'y avait de changé que le titulaire même de l'ambassade, M. de Talleyrand et les attachés qu'il avait eu hâte de faire nommer à la suite des journées de Juillet. Excepté Léon de Laborde, qui avait été naguère mon collègue à Rome, je ne les connaissais point, pas plus qu'ils ne me connaissent eux-mêmes. J'ai par hasard assisté à l'entrée du nouvel ambassadeur dans son hôtel de Regent-Street et aux débuts de ses attachés. Voici comment. Lié comme je l'étais avec le personnel de notre chancellerie, je venais presque quotidiennement y parcourir le matin les journaux et causer dans les bureaux de nos affaires de France. Un jour, comme nous nous y étions attardés dans l'après-midi, le concierge vint annoncer l'arrivée de M. de Talleyrand. Nous nous précipitâmes à la porte de l'hôtel, et nous vîmes arriver de loin une voiture traînée par quatre chevaux caparaçonnés de rubans tricolores, qu'escortait un groupe

de gens du peuple tout essoufflés et criant à tue-tête : « Talleyrand *for ever!* » Le vieillard auquel ils souhaitaient longue vie descendit assez péniblement, soutenu par deux domestiques, le marchepied de sa voiture. Le chapeau rond qu'il portait sur la tête était comme caché, sur le côté, par une immense cocarde tricolore qui allait des bords jusqu'au sommet. Il le souleva pour saluer solennellement la populace, qui redoubla ses acclamations. Avant de gagner ses appartements, le prince fit un signe amical de la main aux personnes qui garnissaient le vestibule, et dit à haute voix qu'étant un peu fatigué, il ne recevrait que le lendemain les employés de son ambassade.

Le lendemain, j'étais, comme d'habitude, dans les bureaux de la chancellerie, absorbé par la lecture d'un journal, et, n'ayant point remarqué les nouveaux visages de deux attachés récemment nommés, quand la feuille que je tenais en main me fut brusquement arrachée par quelqu'un qui, du même coup, m'éternuait en plein visage. C'était M. Chodron, fils, m'a-t-on dit, du notaire

du prince de Talleyrand. Avec M. Gobert, l'autre attaché, l'entrevue fut moins brusque. Il ne laissa pas toutefois que de me surprendre aussi quelque peu par son aspect étrange. Il s'était bravement battu aux journées de Juillet du côté des barricades. Il professait d'ailleurs le goût presque exclusif de la littérature moderne. Sa mine était grave; il se piquait d'études approfondies. C'est lui qui, par testament, a généreusement fondé, sans compter d'autres libéralités, deux prix annuels d'une valeur considérable, « pour les morceaux les plus éloquents sur l'histoire de France ». J'étais loin de me douter que je serais un jour parmi les dispensateurs de ces prix. En revanche, j'ai peut-être été moins étonné qu'un autre, en apprenant que cet honnête garçon avait fini par aller mourir en Égypte d'un accès de fièvre chaude.

Quand les connaissances furent ainsi faites entre nous, nous fûmes tous invités à monter dans les salons du premier étage, où le prince de Talleyrand allait faire son apparition. C'était bien une apparition, en effet, grave et solen-

nelle. Mais, quand nous entrâmes, les préparatifs n'en étaient pas encore terminés. Je reconnus sur la table du salon le même chapeau rond à grande cocarde tricolore dont la vue m'avait frappé la veille. Après un quart d'heure d'attente, la porte de la chambre à coucher s'ouvrit à deux battants. Le prince s'avança soutenu d'un côté par un valet de chambre, et appuyé de l'autre sur sa canne. Il était, comme le montrent tous ses portraits, vêtu d'un habit et d'un gilet rappelant un peu ceux qu'on portait au temps du Directoire. La coupe de ses cheveux poudrés retombant sur ses oreilles, sa queue également poudrée et tout l'ensemble de sa personne rendaient assez frappante sa ressemblance avec son frère, le duc de Talleyrand, que j'avais souvent vu chez ma mère. Ses traits étaient moins réguliers, le nez plus fort, la bouche sans grâce; mais son expression, celle surtout de la lèvre inférieure, un peu forte et toujours dédaigneusement pendante, avait quelque chose de singulièrement frappant. On se sentait en face d'un personnage imposant qui visait à en imposer, et qui y réussissait parfaitement. Quand,

de son pas lent et boiteux le prince se fut majestueusement établi sur un grand fauteuil au coin de la cheminée, il fit signe de la main que les présentations pouvaient commencer. Avant qu'elles ne fussent entamées, Georges d'Harcourt avec lequel j'étais venu à l'ambassade, et qui était connu, je crois, de M. de Talleyrand, s'avança pour s'acquitter de la commission dont son père l'avait chargé. Le marquis d'Harcourt tenait à faire savoir à l'ambassadeur que, absent de Paris lors de la séance royale du 9 août, il n'avait pu prêter serment comme pair de France, mais qu'il n'en reconnaissait pas moins le gouvernement que la France venait de se donner. Un sourire et quelques paroles courtoises accueillirent cette déclaration. Après quoi, je vis défiler, dans l'ordre de la hiérarchie, devant le redoutable fauteuil, tout le personnel de l'ambassade que M. de Vaudreuil présenta successivement à son chef.

Les secrétaires d'ambassade n'eurent pas à se plaindre de la réception. Elle n'avait, à coup sûr, rien de familier ni de cordial, ce n'était pas le

genre du prince. Mais ils entendirent tomber de sa bouche, qui ne les prodiguait guère, des phrases suffisamment bienveillantes et graduées avec tact, suivant l'importance du rang que chacun d'eux occupait. Quand vint le tour des attachés, la note, à ma grande surprise, se trouva tout à coup complètement changée. J'ai su, depuis, qu'arrivés à Londres avant M. de Talleyrand, plusieurs de ces messieurs avaient été conviés à quelques agapes populaires dans la cité, qu'ils y avaient pris la parole et que l'un d'eux au moins avait développé, dans un toast à la libre Angleterre, quelques-unes de ces thèses politiques en vogue à Paris près des vainqueurs de Juillet, mais dont la hardiesse n'était pas alors de mise en Angleterre, et qui avaient été vertement relevées par les feuilles du parti tory.

C'était le duc de Wellington et les torys qui étaient alors au pouvoir. Il ne déplaisait pas à M. de Talleyrand, rempli des souvenirs du Congrès de Vienne, d'avoir à traiter avec eux des affaires actuelles de la France plutôt qu'avec les wighs qui nous étaient tout naturellement et comme forcés-

ment acquis. Mettre de prime abord dans le jeu du gouvernement de 1830, les plus décidés conservateurs du Royaume-Uni, paraissait au vieux diplomate un véritable coup de parti. C'est à quoi il se proposait de travailler de toutes ses forces. Les incartades de quelques jeunes inconsidérés étaient de nature à gêner cette tactique, c'est pourquoi il avait résolu d'y couper court; de là l'espèce d'avertissement presque de semonce qu'il leur adressa et dont je fus alors le témoin, sans en bien comprendre alors la raison ni la portée. En quelques mots brefs et sentencieux, le chef aux ordres duquel ils venaient se mettre avec une déférence empressée, prit la peine de leur bien expliquer qu'il fallait se garder de conserver dans un pays où l'on débarquait pour la première fois, les habitudes, le ton et le langage du monde où l'on avait vécu jusqu'alors. Il les engageait à parcourir, pour leur plus grand profit, les comtés de l'Angleterre, plutôt qu'à demeurer assez inutilement à Londres, où ils n'auraient pas d'ailleurs beaucoup à faire; car les affaires de l'ambassade ne leur fourniraient pas de grandes occupations.

Il était donc bien loin de réclamer leur présence assidue aux bureaux de la Chancellerie. S'ils avaient des projets de pérégrination et de séjour à la campagne, le moment était propice pour les mettre à exécution. Car c'était la saison où Londres était désert, et pendant laquelle la société anglaise, toujours d'assez difficile accès, se réduisait à quelques salons diplomatiques où il se faisait scrupule de les introduire dès à présent; car ils n'y rencontreraient pas d'agréables distractions.

Ces paroles, prononcées du ton le plus froid, signifiaient clairement que M. de Talleyrand ne tenait guère à orner son ambassade de la présence habituelle des récentes recrues qu'elle venait d'accueillir. Quel effet cet accueil singulier produisit-il sur MM. Chodron et Gobert, je ne sais; mais la peur me prit, si j'étais introduit à leur suite près de ce chef de mission si peu encourageant, d'être confondu par lui avec eux; je m'éclipsai donc, à la grande surprise de M. de Vaudreuil, afin d'échapper au petit ennui d'une présentation en règle.

Une certaine mise en scène a toujours fait

partie des talents de M. de Talleyrand, et cela remontait loin. Elle lui avait de tout temps réussi, avant 1789, sous le Directoire, puis sous l'Empire, et notamment au congrès de Vienne, où représentant de la France vaincue, il avait trouvé moyen, à force de fier sang-froid et de hauteur d'attitude, d'imposer beaucoup non seulement à ses collègues les membres du corps diplomatique, mais aux chefs de tous les cabinets européens, et en particulier aux ministres et aux envoyés de Sa Majesté Britannique. C'était un rôle de cette nature qu'il ambitionnait de reprendre à Londres, et rien ne lui convenait mieux, pour arriver à ses fins, que de se trouver de nouveau face à face avec le duc de Wellington et lord Aberdeen, c'est-à-dire avec des personnages qui avaient jadis accepté son ascendant, alors qu'il défendait une cause et des doctrines bien différentes de celles qu'il avait à soutenir présentement. Mais cette circonstance, qui aurait gêné tout autre, n'était point pour le troubler infiniment. Il était homme de ressources et d'ailleurs la révolution de 1830 avait excité de telles sym-

pathies dans le pays qui avait fait la révolution de 1688, qu'il se sentait suffisamment soutenu par l'opinion publique de l'Angleterre. Ce qui dérangerait davantage tout son plan, ce fut la chute du cabinet tory et l'avènement d'un ministère whig avec lord Palmerston comme secrétaire d'État aux affaires étrangères. C'était une personnalité à ménager que celle de lord Palmerston. Il n'était pas homme à se laisser confiner dans un rôle effacé. Sa prétention à contre-balancer, tout au moins, l'influence du prince de Talleyrand, fut bientôt évidente. Elle était singulièrement stimulée par la polémique quotidienne des feuilles anglaises, par les plaisanteries de salon, par les caricatures affichées sur tous les murs de Londres, et dont les dessins grotesques, curieusement contemplés, représentaient incessamment, dans des scènes plaisantes, le plénipotentiaire de la France se jouant, sous toutes les formes, du ministre de Sa Majesté Britannique.

Aux avantages incontestables que l'âge, l'expérience, son autorité personnelle et la longue habitude des grandes affaires, donnaient à M. de

Talleyrand, lord Palmerston opposait, non sans adresse et quelque mauvaise humeur, le poids des responsabilités qui lui incombait comme ministre parlementaire d'une nation jalouse de ses droits. Tandis que M. de Talleyrand, se sentant fort de la déférence naturelle que lui témoignaient ses collègues, affectait au cours des délibérations entre les plénipotentiaires européens réunis à Londres, de considérer les avis ouverts par lord Palmerston comme n'ayant pas de valeur plus grande que celle des autres négociateurs de ce congrès dont il était l'un des membres les plus jeunes, c'était le tour de celui-ci de prendre sa revanche aux jours où l'ambassadeur de France était tenu de venir chercher le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, dans ses bureaux de Downing-Street. J'ai entendu dire que le secrétaire d'État du roi d'Angleterre éprouvait un malin plaisir à ne faire passer qu'à son tour le représentant du roi Louis-Philippe, et à lui laisser attendre longtemps des entrevues qu'il s'appliquait à rendre aussi courtes et aussi réservées que possible. A ce jeu

qui consistait à savoir quel serait celui qui mettrait ostensiblement le grappin sur l'autre, dans cette espèce de passe d'armes dont les épisodes étaient curieusement suivis, au jour le jour, par un parterre de diplomates étrangers et par des personnes appartenant au monde le plus aristocratique de Londres, les deux adversaires étaient presque d'égale force. Cependant lord Palmerston avait le sentiment qu'en somme, aux yeux du public prévenu de vieille date en faveur de la suprême habileté de l'ancien acteur qui, depuis si longtemps, n'avait jamais cessé d'occuper la scène, ce n'était point lui qui était réputé avoir le dessus, et son amour-propre ne laissait pas d'en souffrir.

Il m'a été donné d'approcher le plus grand nombre des personnages qui ont joué un rôle considérable en France de 1830 à 1848, et souvent d'assez près, pour être en état de porter sur leurs caractères et leurs mérites, des jugements sinon parfaitement sûrs et bien fondés, sincères du moins; impartiaux, je l'espère; en tout cas provenant d'impressions directement reçues et qui

m'étaient tout à fait propres. Il n'en a pas été ainsi pour M. de Talleyrand. Je ne l'ai connu que par ses côtés extérieurs, si l'on peut s'exprimer ainsi, par des apparences, par sa physionomie, par ses manières dont l'ensemble était assez frappant pour rester d'ailleurs fixé dans la mémoire. En 1836, 1837, 1838, années pendant lesquelles j'ai plusieurs fois apparu et dîné à l'hôtel de la rue Saint-Florentin, le maître de la maison n'avait plus rien gardé des allures révolutionnaires et des façons du Directoire que je lui avais vu afficher à Londres au lendemain des journées de Juillet. Évidemment, il n'avait rien perdu de son penchant et de son aptitude à prendre un rôle de souveraine autorité, mais il semblait viser à tout autres effets. Entièrement revenu des manières qui avaient été de mise dans la société de Barras, il avait purement repris, avec la solennité dont il était coutumier, les façons d'être de l'ancien régime, j'entends, celui d'avant 89. C'était la duchesse de Dino, sa nièce, qui faisait les honneurs de ses salons. Dès les premières marches du grand escalier de l'hôtel, au

bas duquel se tenait un suisse en uniforme gaulonné, hallebarde à la main, on sentait qu'on allait pénétrer dans un endroit privilégié, où tout le monde n'était pas admis, dans une sorte de sanctuaire. L'étiquette n'était pas plus absente des dîners que des réceptions. Mon mariage avec la fille du duc de Broglie ayant eu lieu à peu près en même temps que celui de la fille de la duchesse de Dino avec Henri de Castellane, le prince de Talleyrand voulut recevoir à dîner les deux jeunes ménages. On sait que la table de M. de Talleyrand passait pour fort recherchée. Le cuisinier jouissait comme son maître d'une réputation quasi européenne. Du dîner en lui-même, je n'ai toutefois gardé nul souvenir; mais je me rappelle parfaitement de quelle façon particulière le prince de Talleyrand en faisait les honneurs. Au second service, le maître d'hôtel prenait soin de placer sur la table et devant lui, après tous les autres, un certain plat que son maître se réservait de servir de ses propres mains à ses convives. Voici exactement comment la chose se passait. Avec des nuances infinies dans la voix et dans le geste, suivant le

rang de celui auquel il s'adressait, on entendait sortir de la bouche du prince des paroles comme celles-ci :

« Monsieur le duc, aurais-je l'honneur de vous offrir...? Monsieur le marquis, voulez-vous bien permettre...? Mon cher comte, vous enverrais-je...? Baron, vous plaît-il...? Eh! là-bas, Montrond...? Et vous, Jeanbonne...? » avec un simple signe de la tête... Puis, tout au bas bout de la table, rien qu'un simple mouvement à peine indiqué de la cuiller.

A tous les dîners d'apparat, le même jeu de scène se renouvelait avec quelques variantes suivant les occasions. C'était amusant à observer.

J'ai honte de relater des détails aussi insignifiants; mais de quoi parler, sinon de ce que j'ai vu de mes yeux, étant trop jeune alors pour avoir part, fût-ce comme témoin, à des affaires de quelque importance. Par la même raison, je passerai sous silence le séjour que j'ai fait à la campagne, aux environs de Londres, chez mon pasteur protestant. Cela ne regarde que ma personne; aussi bien je n'y ai guère fréquenté que des gentilshommes en habit rouge, passionnés, comme

moi, pour la chasse au renard, et des jeunes filles aux cheveux blonds, qui ne dédaignaient pas de valser avec un Français baragouinant leur langue. Dans cette langue, que je m'obstinais à parler afin de l'apprendre, je ne manquais jamais, quand les dames étaient sorties de table et que circulaient les bouteilles de porto, de recevoir force compliments et d'entendre, à bout portant, presque de véritables speeches sur la beauté du nouveau régime français, admirable surtout parce qu'il était comme calqué sur ce qui s'était passé en Angleterre en 1688. Il ne m'en coûtait pas de répondre en mauvais anglais, mais dans le même esprit d'approbation, parce que, d'accord avec la plupart de mes compatriotes et avec tous les hommes distingués que j'avais rencontrés dans la Grande-Bretagne, j'étais alors persuadé que cet événement allait clore pour jamais chez nous l'ère des révolutions. J'étais en plein dans cet ordre d'idées quand une lettre de ma mère vint tout à coup m'apprendre, en octobre 1830, que le comte Eugène d'Harcourt, un ami intime de mes parents, ayant été

nommé ambassadeur de France à Madrid, j'y étais moi-même envoyé en qualité de troisième secrétaire. Grandes félicitations de la part du pasteur protestant, de sa femme et des quelques jeunes Anglais qu'ils avaient en pension chez eux et auxquels j'étais en train d'inculquer les principes de l'école libérale française, en leur faisant entonner tous les soirs, malgré leur terrible accent britannique, les couplets de *la Marseillaise* ou de *la Parisienne*. Ces principes me possédaient moi-même si bien, que, de ma meilleure encre, j'écrivis immédiatement à ma mère une lettre dans laquelle, avec une mâle éloquence, je lui faisais savoir que je tenais avant tout à mon indépendance. Volontiers je suivrais M. d'Harcourt à Madrid, comme attaché non payé, mais je ne consentirais jamais à être un stipendié de l'État, et, suivant une expression que j'ai depuis retrouvée dans ma correspondance avec mon ami M. d'Harcourt, *un mangeur de budget*. C'était magnifique. La beauté de ma prose fit-elle impression sur ma mère, ou bien eut-elle la bonté, comme cela était dans ses habitudes, de déférer à

mes fantaisies de jeune homme? toujours est-il que, avec un peu d'embarras, elle se résigna à transmettre ma lettre à M. le comte Molé. Il est probable que celui-ci ne prit pas la peine de la lire, ou, s'il en eut connaissance, la trouva trop extravagante. Le fait est qu'il répondit à ma mère un petit mot courtois lui disant qu'il s'estimait trop heureux d'avoir pu faire quelque chose qui lui fût agréable. Fallait-il persévérer dans mon héroïque résolution? j'en sentis moi-même l'impossibilité et tout le ridicule; je me résignai donc, en façon de sacrifice, et par complaisance pour mes parents, à devenir, malgré moi, un fonctionnaire public. Cette modestie désintéressée ne fut pas toutefois de longue durée, et, puisque dans ces lignes il m'arrivera souvent de faire la confession d'autrui, encore faut-il y joindre aussi la mienne. J'avouerai donc qu'au bout d'assez peu de temps, j'avais pris très au sérieux ma position diplomatique, et, lorsqu'en 1833, le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, supprima, par mesure d'économie générale, tous les troisièmes secrétaires d'ambassade, je me crus autorisé à

réclamer très sérieusement contre ce que je considérais comme une odieuse injustice et la méconnaissance de mes droits. Mais n'anticipons pas. Je n'ai à rendre compte, en ce moment, que des très modestes débuts que j'ai faits, en Espagne, dans la carrière diplomatique.

Ici s'arrêtent les souvenirs laissés par mon père. Le 12 mai 1884, il réunissait quelques amis de sa jeunesse pour leur donner lecture de ce dernier fragment. Le 28 mai suivant, la cruelle mort nous l'a ravi.

HAUSSONVILLE.

FIN